

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'INTÉGRATION DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE

Petit-déjeuner débat à l'Ifri

Dans le cadre des activités organisées par l'Ifri et le Centre-franco-autrichien (CFA)

11 décembre 2001

L'émergence de la société civile : problématique d'ensemble

Eddy Fougier

Chercheur à l'Ifri

[I\) L'explosion de la société civile globale](#)

[Quelques définitions](#)

[L'explosion des OING](#)

[L'influence croissante de la société civile globale](#)

[II\) La montée des groupes contestataires](#)

[Grandes étapes](#)

[Qui sont les groupes contestataires ?](#)

[Quelles sont leurs principales revendications ?](#)

[Quelle est l'influence du mouvement de contestation ?](#)

[Quelles sont les perspectives du mouvement ?](#)

[Conclusion](#)

[Pour en savoir plus](#)

[Les principaux groupes contestataires](#)

Les années 1990 ont été marquées par l'émergence de la société civile à l'échelle globale. Certains parlent même de l'existence d'une société civile globale. Un rapport annuel publié cette année par deux centres de recherches dépendant de la London School of Economics, le [Centre for Civil Society](#) et le [Centre for the Study of Global Governance](#) est d'ailleurs consacré à ce thème : il s'agit du [Global Civil Society Yearbook](#), et de son édition 2001, [Global Civil Society 2001](#) (Centre for Civil Society and Centre for the Study of Global Governance, London School of Economics, Oxford University Press, Oxford, 2001). Cette notion fait cependant l'objet d'un vif débat. Mon propos ici n'est pas de le trancher. Cependant, même si une société civile globale n'existe pas à proprement parler, on peut cependant observer une explosion récente de la société civile sur le plan international, tant du point de vue quantitatif, que de son influence.

I) L'explosion de la société civile globale

Quelques définitions

La notion de **société civile** a eu plusieurs sens différents depuis les Grecs de l'Antiquité jusqu'à Hegel ou Marx. L'acception actuelle la plus communément admise correspond à la notion de tiers secteur. Il s'agit de l'ensemble des interactions sociales ne relevant ni de l'État, ni du marché. Cette définition contemporaine a été largement influencée par les dissidents opposés aux régimes autoritaires en Amérique latine ou totalitaires en Europe centrale et orientale.

Au sein de cette société civile, les acteurs les plus influents sont les organisations non gouvernementales. Une **organisation non gouvernementale** est un groupe d'individus ou de collectivités privées qui s'associent de façon volontaire à l'échelon local, national ou international dans un but non lucratif. Selon les définitions, l'ensemble des acteurs non-étatique et non-économiques, comme les syndicats, les partis politiques et les organismes professionnels, sont inclus dans les ONG.

La première reconnaissance internationale des ONG a été effectuée par l'article 71 de la [Charte des Nations unies](#) selon lequel « *le Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa*

compétence. » Aujourd'hui, plus de 1500 ONG ont un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

L'ONU et les ONG

[Les Nations unies et les ONG](#)

[Le Conseil économique et social des Nations unies et les ONG](#)

[Commission des ONG au Conseil économique et social des Nations unies](#)

Une **organisation internationale non gouvernementale** est une association à caractère international, par définition indépendante des gouvernements et relevant de la législation du pays d'accueil, dont la création est d'origine privée et dont les activités n'ont aucun but lucratif.

Pour les Nations unies, une OING est une ONG opérant dans au moins trois pays. L'[Union des associations internationales](#) y rajoute un autre critère : les membres et les ressources financières de l'ONG doivent provenir d'au moins trois pays.

Les ONG les plus connues sont :

- les ONG de secours d'urgence ([Comité international de la Croix-Rouge](#), CICR) ;
- les ONG humanitaires ([Médecins sans Frontières](#)) ;
- les ONG de défense des droits de l'homme ([Amnesty International](#)) ;
- ou les ONG environnementalistes ([Greenpeace](#)).

Mais, figurent également parmi les ONG, d'autres types d'organisations comme :

- les internationales politiques ([Internationale socialiste](#)) ;
- les syndicats internationaux ([Confédération internationale des syndicats libres](#), CISL) ;
- les fédérations professionnelles ;
- les associations sportives ([Comité international olympique](#), CIO ; [Football International Federation Association](#), FIFA) ;
- les organisations caritatives ([CARE](#) ; [Christian Aid](#)) ;
- les *think tanks* ou les commissions internationales.

La notion même de **société civile globale** fait l'objet d'un vaste débat sur son existence même, un peu à l'instar de la notion de « communauté internationale ». Le rapport *Global Civil Society 2001* donne la définition suivante, très extensive, de la société civile globale : « La société civile globale est l'ensemble des idées, des valeurs, des institutions, des organisations, des réseaux et des individus qui se situe entre la famille, l'État et le marché et qui opère au-delà des sociétés, des sphères politiques et économiques nationales. »

L'explosion des OING

Les ONG ne sont pas apparues dans les années 1990, tout comme les campagnes internationales à l'instigation de la société civile ou les sommets parallèles. On estime ainsi que la première campagne internationale serait le mouvement anti-esclavagiste et le soutien aux insurgés grecs luttant pour leur indépendance dans les années 1820. La première ONG serait ainsi la *British and Foreign Anti-Slavery Society* qui a été créée en 1839. Autre grande ONG, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge a été fondé en 1864. On estime également que le premier sommet parallèle ou contre-sommet s'est déroulé lors de la conférence de la paix à La Haye en 1899 (conférence internationale ayant abouti à l'adoption de conventions sur l'humanisation de la guerre).

Cependant, les OING ont pris une importance sans commune mesure à partir des années 1990. Le nombre d'OING et de leurs membres a augmenté de façon notable au cours de cette décennie. Entre 1990 et 2000, le nombre d'OING s'est accru de près de 30 %.

Nombre d'OING

1990	2000

10 140	13 119 (+ 29,4 %)
--------	-------------------

Source : *Global Civil Society 2001*, p. 286.

On peut observer une très grande concentration des OING. On les trouve surtout en Europe du Nord-Ouest (Scandinavie, Benelux, Autriche, Suisse, Royaume-Uni). 60 % des secrétariats des OING sont basés dans l'UE et 14 % en Amérique du Nord. Plus de la moitié des sommets parallèles sont organisés en Europe.

Malgré une forte croissance du nombre d'OING dans la zone **Europe orientale** et Asie centrale entre 1990 et 2000 (+ 46 %, contre une moyenne mondiale de + 29 %), la part des OING de cette région dans le total mondial reste très faible : 2,2 % en 2000, contre 2 % en 1990. Il y a un peu moins d'OING dans les pays d'Europe centrale et orientale à proprement parler qu'en Autriche.

Nombre de secrétariats d'OING dans le pays considéré

	1990	2000
Bulgarie	21	19
Estonie	0	9
Hongrie	36	45
Lettonie	0	7
Lituanie	0	4
Pologne	32	40
Roumanie	8	6
Slovaquie		7
Slovénie		18
Rép. tchèque		31
<i>Sous-total</i>	<i>97</i>	<i>186 (+ 92 %)</i>

<i>Autriche</i>	<i>144</i>	<i>202</i>
<i>France</i>	<i>1143</i>	<i>1188</i>
<i>Europe orientale et Asie centrale</i>	<i>199</i>	<i>290</i>

Source : *Global Civil Society 2001*, p. 283-286.

Les grandes ONG sont plutôt anglo-saxonnes, que ce soit en termes d'effectifs ou de budget.

ONG	Ressources financières en million de dollars
CARE (États-Unis)	446,3 (2000)
WWF (États-Unis)	360 (2000)
Oxfam (Royaume-Uni)	283,4 (2001)
Greenpeace international (Royaume-Uni)	132,4 (2000)
MSF (France)	77,9 (2000)
Amnesty international (Royaume-Uni)	29,5 (2000-2001)
ATTAC (France)	0,6 (1999)

Calculs de l'auteur, au taux de change du dollar en 2000 (source OCDE). Pour mémoire, le budget de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 était de 134 millions de francs suisses ou 79,4 millions de dollars. Sources : sites internet des ONG ; *L'Expansion*, N° 643, 12-25 avril 2001, pour ATTAC.

Les années 1990 ont également été caractérisées par une intensification des liens entre OING, mais aussi entre OING et institutions internationales (ONU, Banque mondiale).

Leur développement a été facilité par un net accroissement des ressources à la disposition des OING, à savoir des ressources technologiques (notamment d'internet) et des ressources financières (augmentation des fonds en faveur du développement en provenance des gouvernements et des institutions internationales ; accroissement des dons privés de la part des fondations et des entreprises).

Autre symptôme de ce développement de la société civile, l'explosion des sommets parallèles (Forum d'ONG ou contre-sommets lors des principales réunions internationales). On comptait environ deux sommets parallèles par an dans la période 1988-1991 et plus de 30 par an dans la période 2000-2001. Environ un tiers de ces sommets réunissent plus de 10 000 personnes et plusieurs d'entre eux ont regroupé des dizaines de milliers de personnes. Les sommets parallèles se sont notamment développés dans le sillage des grandes conférences globales des Nations unies (à Rio sur l'environnement et le développement, à Vienne sur les droits de l'homme, au Caire sur la population et le développement, à Copenhague sur le développement social, ou à Pékin sur les femmes).

L'influence croissante de la société civile globale

Cette influence de la société civile s'est traduite d'un point de vue symbolique et concret.

Symboliquement, c'est par exemple l'attribution du prix Nobel de la paix aux organisateurs de la campagne contre les mines antipersonnel en 1997 ou à Médecins sans Frontières en 1999.

Concrètement, le rôle de la société civile a consisté à amener sur la place publique et sur l'agenda international un certain nombre de questions qui ont fait quelquefois l'objet de décisions : principalement en matière de défense des droits de l'homme et, dans une mesure bien moindre, dans le domaine de la protection de l'environnement.

- campagne en faveur de la défense des droits de l'homme et pour l'indépendance du Timor-Oriental ;
- [campagne en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel](#) (signature de la [Convention sur les mines antipersonnel](#) en décembre 1997) ;
- campagne en faveur de la mise en place d'un [tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie](#) (résolution du Conseil de sécurité en février 1993) ou d'une [Cour pénale internationale](#) (adoption du statut en juillet 1998) ;
- campagne en faveur d'un accord international sur le changement climatique (Sommet de la Terre à Rio en 1992 ; [protocole de Kyoto](#) en 1997) ;
- campagne en faveur de l'abandon de tel ou tel projet menaçant l'environnement ou de l'activité de telle ou telle filiale dans un pays ne respectant pas les droits de l'homme.

Mais l'aspect le plus spectaculaire de cette émergence de la société civile a été l'apparition de « mouvements de citoyens » et d'une contestation organisée du processus actuel de la mondialisation. Il n'existe pas à proprement parler de mouvement unifié de contestation, mais plutôt une nébuleuse de groupes très divers et aux propositions souvent antagoniques, qui se retrouvent cependant sur une même critique de la mondialisation dite « néo-libérale ».

II) La montée des groupes contestataires

Grandes étapes

- Pour les contestataires eux-mêmes, le mouvement de contestation de la mondialisation est né en 1994 avec l'émergence d'une guérilla menée par des zapatistes au Chiapas au nom d'une « *rébellion anti-néolibérale* »¹. L'Armée zapatiste de libération nationale ([EZLN](#)) a déclenché symboliquement son action le 1^{er} janvier 1994, jour de l'entrée du Mexique au sein de l'Accord de libre-échange avec le Canada et les États-Unis ([Alena](#)).
- Constitution de réseaux internationaux de groupes contestataires
 - avec les *think tanks* américains, et la mise en place en 1994 de l'[International Forum on Globalization](#) qui regroupe les principaux groupes protestataires ;
 - avec le soutien aux zapatistes, par la création de l'[Action mondiale des peuples contre le libre-échange et l'OMC](#) en 1998, suite à la première Réunion intercontinentale pour l'humanité et contre le néo-libéralisme organisée en juillet-août 1996 au Chiapas ;
 - avec la création du [Mouvement international ATTAC](#) en décembre 1998 qui, sur la base du groupe ATTAC France, a essaimé dans une vingtaine de pays ;
 - ou encore avec l'institution du [Direct Action Network](#), qui est un réseau de groupes activistes nord-américains formé en prévision des manifestations de Seattle.

- Premières actions coordonnées

- à l'occasion du cinquantième anniversaire des institutions de Bretton Woods en 1994, avec la campagne « Fifty years is enough » ;
- campagne internationale en faveur de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres d'ici 2000 à l'instigation de [Jubilé 2000](#), à partir de 1996 ;
- campagne d'opposition à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié à l'OCDE entre 1995 et 1998 ;
- mouvement anti-*sweatshops* dans les pays anglo-saxons.

- Premières manifestations spectaculaires

- Chaîne humaine composée de 70 000 personnes lors du sommet du G7 à Birmingham en mai 1998 pour défendre l'allègement de la dette des pays du Sud ;
- Manifestations violentes au sein de la City en juin 1999 ;
- Démontage d'un restaurant McDonald's à Millau en août 1999 par des militants de la [Confédération paysanne](#).

- Explosion lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Les manifestations spectaculaires de Seattle ont constitué un double tournant.

- Pour la première fois, les gouvernants et les opinions, via les médias, ont pris conscience de la vigueur de cette contestation organisée, en raison du nombre des manifestants (environ 50 000), de la violence des groupes radicaux, de la confusion qui régnait dans la ville et de l'échec des négociations ;
- Et pour la première fois également, les différents groupes contestataires ont agi de concert ou, du moins, ont réussi à s'entendre sur des objectifs identiques, à savoir bloquer l'organisation concrète des réunions et surtout empêcher le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales sur la base de la campagne « *Stop the Millennium Round* ».

À partir de Seattle, des manifestations de masse, mais aussi des actes de violence ont accompagné quasiment tous les sommets internationaux.

- Premier sommet organisé par les contestataires

[Forum social de Porto Alegre 2](#) en janvier 2001 et ouverture du processus de Porto Alegre, par lequel le Forum s'est transformé en un « *processus permanent* », par l'adoption d'une [Charte des principes](#) du Forum social mondial (avril 2001) et la mise en place d'un [Conseil international](#) qui s'est réuni pour la première fois en juin.

- Radicalisation de la contestation en 2001

Aggravation des violences de la part de certains manifestants et de la répression des forces de l'ordre lors des sommets avec l'utilisation de balles réelles à Göteborg (Conseil européen) et à Gênes (sommet du G7/G8), conduisant au décès d'un manifestant, et se traduisant également par la première annulation d'une réunion internationale (conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement économique, ABCDE, à Barcelone). La combinaison de la masse et de la violence des radicaux, qui a fait la force du mouvement de contestation, a atteint son apogée à Gênes en juillet 2001, avec la présence de 200 000 manifestants et le premier décès d'un contestataire.

Les **groupes d'Europe centrale et orientale** paraissent être quasiment absents de cette contestation organisée. On en trouve très peu dans les principaux réseaux (mis à part la branche polonaise d'[ATTAC](#)) ou lors des sommets (il n'y avait que deux groupes en provenance de cette région au sein du [Forum social de Gênes](#)), y compris à Prague, alors que ce sont généralement les groupes locaux qui organisent les manifestations et les groupes des pays limitrophes qui se mobilisent.

À Prague, en septembre 2000, à l'occasion des manifestations contre le FMI et la Banque mondiale, les ressortissants d'Europe centrale et orientale étaient relativement peu nombreux. Sur environ 12 000 protestataires présents, en dehors des Tchèques, les Hongrois étaient les plus nombreux avec environ 300 personnes présentes (contre 500 Suédois, 1000 Italiens et plus de 1000 Britanniques ou Espagnols). En outre, ni les syndicats tchèques, ni les partis politiques étaient représentés.

Qui sont les groupes contestataires ?

Seattle a permis de structurer la contestation nord-américaine, tout comme Nice et Gênes l'ont fait en Europe, autour de sept grandes catégories [voir [liste des principaux groupes contestataires](#)].

- des réseaux regroupant diverses organisations (Action mondiale des peuples contre le libre-échange et l'OMC, Forum social mondial, International Forum on Globalization, mouvement international ATTAC) ;
- des organisations de masse, principalement en Amérique du Nord (syndicats, comme l'AFL-CIO ; organisations de défense des consommateurs, comme Public Citizen) ;
- des mouvements sociaux (mouvements paysans ou de sans terre, comme Via Campesina ou le Mouvement des sans terre ; mouvements de défense des « sans », papiers, logement, travail) ;
- des groupes spécialisés dans la surveillance et l'évaluation de la mondialisation – le processus et ses principaux acteurs, à savoir les entreprises multinationales et les institutions internationales –, mais aussi le lobbying (ATTAC, Corporate Watch, Global Trade Watch, WTO Watch) ;
- des groupes spécialisés sur une question spécifique en rapport avec la mondialisation (annulation de la dette des pays du Sud avec Jubilé 2000/Drop the Debt et Jubilé Sud ; anti-*sweatshops* avec Clean Clothes Campaign et United Students Against Sweatshops) ;
- des ONG traditionnelles de défense des droits de l'homme (Amnesty international), de protection de l'environnement (Friends of the Earth, Greenpeace, Sierra Club) et de lutte contre la pauvreté et d'aide au développement (Christian Aid, Misereor, Oxfam, Solagral, Third World Network) ;
- enfin, des groupes radicaux anticapitalistes prônant une action directe non violente et une désobéissance civile (Direct Action Network, Tute Bianche, Reclaim the Streets).

Les quelques groupes contestataires existant en **Europe centrale et orientale** sont souvent environnementalistes. Ainsi, l'un des groupes de cette région qui apparaît assez similaire des groupes contestataires occidentaux est [CEE Bankwatch Network](#). Il s'agit d'une ONG qui a été créée en 1995 et dont le siège est à Prague. Elle regroupe des organisations environnementalistes de 11 pays d'Europe central et orientale et de la zone CEI. Celle-ci a pour fonction de surveiller les institutions financières internationales (FMI-Banque mondiale) et régionales (Banque européenne d'investissement, BERD, UE), et de proposer des alternatives aux politiques et aux projets menés dans la région. De même, parmi les signataires de l'[Appel international contre l'OMC : la soumettre ou la supprimer](#) (autre grand symbole et instrument de la contestation), on trouve assez peu de groupes de la région, et principalement des ONG environnementalistes et surtout des branches locales des [Amis de la Terre](#) (Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Slovaquie).

Parmi les **groupes contestataires français**, on trouve des mouvements sociaux (Confédération paysanne de José Bové, Droits Devant, [AC ! Agir ensemble contre le chômage](#) ou le syndicat [SUD-PTT](#)) et [ATTAC](#), groupe spécialement créé sur la thématique de la mondialisation qui se présente comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. On peut remarquer la quasi absence de radicaux en France, comme les éco-guerriers, et les groupes anarchistes y sont très marginaux dans les manifestations. Il n'existe, pour l'instant, pas vraiment d'équivalent des italiens des [Tute Bianche](#) ou des Britanniques de [Reclaim the Streets](#). Parallèlement, on trouve en France relativement peu de groupes agissant concrètement, par exemple sur le commerce équitable ou dans la surveillance du comportement d'entreprises multinationales.

Quelles sont leurs principales revendications ?

La contestation de la mondialisation se compose de quatre principales campagnes :

- la campagne pour l'annulation de la dette des pays du Sud ;
- la campagne contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
- la campagne en faveur de la réforme des institutions de Bretton Woods (FMI-Banque mondiale) ;
- la campagne en faveur d'une taxation des transactions financières.

Mais la contestation ne se limite pas à ces campagnes. Les groupes développent également des campagnes contre les OGM, en faveur du commerce équitable, d'une agriculture paysanne ou du développement durable.

Les groupes français se distinguent plutôt par leur campagne en faveur de la taxe Tobin ou sur les OGM, tandis que les groupes britanniques et du Sud ont été en pointe sur la dette, et les groupes américaines et du Sud, sur les institutions multilatérales.

Le rapport *Global Civil Society 2001* distingue, quant à lui, quatre catégories d'OING face à la mondialisation :

- les *supporters* : ce sont les pro-mondialisation ;
- les *rejectionnists* (ou les « souverainistes », dans son acception française) : ils veulent renverser le cours de la mondialisation et en revenir au monde de l'État-nation ;
- les réformistes : ils veulent civiliser et humaniser le processus de mondialisation ;
- les alternatifs : ils souhaitent créer des espaces autonomes où ils peuvent développer une vision alternative de la société et du capitalisme

On peut enfin distinguer quatre types de contestation du processus actuel de mondialisation ³ :

- la dénonciation éthique des excès de la mondialisation, notamment de son caractère injuste (inégal accès aux richesses) et non démocratique (inégal accès au pouvoir), au nom des citoyens et des pays du Sud ;
- la réforme du système économique : incitation des principaux acteurs de la mondialisation à adopter et à appliquer des normes sociales, environnementales et démocratiques. Ses partisans acceptent de discuter avec les institutions internationales et les entreprises multinationales ;
- la transformation du système économique, sa philosophie, ses institutions et ses acteurs. Ses partisans critiquent fortement la mondialisation « néo-libérale » et les politiques dites « néo-libérales », et refusent de discuter avec les institutions internationales et les entreprises multinationales. Ils se montrent favorables à la création de nouvelles organisations internationales et d'une fiscalité globale (taxe Tobin) ;
- l'approche radicale : rejet du capitalisme et même de la propriété privée. Définition d'une alternative utopique ou d'espaces alternatifs.

Quelle est l'influence du mouvement de contestation ?

À la différence des autres ONG, l'action des mouvements contestataires n'a pas abouti à la signature de traités ou à l'adoption de grandes décisions, par exemple, sur l'annulation de la dette des pays les plus pauvres ou sur l'institution d'une taxe sur les transactions financières. Par contre, elle a eu une influence décisive sur le débat relatif à la mondialisation et sur l'agenda international, en créant un climat général de vigilance et de suspicion face au processus et aux acteurs de la mondialisation.

Désormais, ni les principaux gouvernements, ni les grandes institutions multilatérales, ni les firmes multinationales ne peuvent se permettre d'ignorer leurs critiques, sous peine de faire l'objet d'une vigoureuse campagne internationale. Celles-ci se sont donc progressivement ouvertes à la consultation des ONG, que ce soit la [Banque mondiale](#) par le biais de sa commission ONG ou des entreprises de textiles aux États-Unis ou encore Monsanto ([Charte Monsanto](#)). Un certain nombre d'entreprises ont adopté des principes éthiques (comme les [principes de Sullivan](#)) ou ont adhéré au [Global Compact](#) des Nations unies. De son côté, la Banque mondiale a réaffirmé sa philosophie initiale de lutte contre la pauvreté.

Même si ces groupes ne sont pas réellement à l'origine des échecs des négociations sur l'AMI et sur le lancement du cycle du millénaire à Seattle, leur pression semble avoir quelque peu ralenti le cours de la mondialisation. C'est notamment le cas aux États-Unis, où sous la pression de l'[AFL-CIO](#), le Congrès a refusé par deux fois d'adopter la procédure de *fast-track* demandée par le président Clinton (en 1997 et en 1998). Leur pression semble avoir surtout souligné quelques-uns des excès de la mondialisation et mis en exergue le souci de lui donner un « visage humain ».

Quelles sont les perspectives du mouvement ?

L'avenir du mouvement n'en reste pas moins des plus incertains. Il se heurte à plusieurs inconnues à la fois internes et externes :

Inconnues internes

- sur la manière dont le mouvement va gérer son rapport à la violence et son rapport au politique (participation ou pas aux organismes de consultation), autour de plusieurs questions : comment les groupes contestataires peuvent-ils influencer le processus de décision sans perdre leur dimension critique ? Comment peuvent-ils faire passer leurs propositions tout en restant en dehors du système ?

Inconnues externes

- le mouvement s'est développé dans une période de croissance économique, qu'en sera-t-il en période de récession mondiale ? Cela conduira-t-il à une radicalisation ou bien à un tassement du mouvement ?

- les événements du 11 septembre aboutissent à une nouvelle prise de conscience relative aux failles de la mondialisation et à la pauvreté en tant que terreau possible du développement du terrorisme. Le discours d'un Tony Blair est particulièrement intéressant de ce point de vue ⁴. Cette brusque prise de conscience restera-t-elle sans conséquences pratiques, ou bien sera-t-elle l'amorce d'une action internationale d'envergure à travers une sorte de Plan Marshall pour les pays du Sud ou en transition menée par la coalition anti-terroriste ? Après le terrorisme, cette coalition s'occupera-t-elle, par exemple, du sort de l'Afrique ?

Conclusion

Avec la fin de la guerre froide, à l'utopie du tout-État et du tout-politique qu'incarnait l'URSS, s'est substituée une autre utopie, celle du tout-marché et du tout-économique, qui semble avoir été mise à mal par les événements du 11 septembre. Avec l'émergence d'une société civile globale, sommes-nous en train d'assister à l'apparition d'une utopie du tout-société civile et du tout-éthique ?

1. Sous-commandant Marcos, « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde diplomatique*, août 1997.

2. Le Forum social mondial, organisé à Porto Alegre (Brésil) du 25 au 30 janvier 2001, a rassemblé plus de 10 000 personnes et 900 ONG, syndicats et associations à l'instigation des grands mouvements brésiliens de contestation et d'organisations européennes comme ATTAC.

3. Voir Fougier, Eddy, « Le mouvement de contestation de la mondialisation », *Annuaire français des relations internationales*, à paraître, 2002.

4. Voir notamment son discours « historique » intitulé « [The power of community can change the world](#) » qu'il a prononcé à Brighton le 2 octobre 2001 lors de la conférence du Parti travailliste ou encore son discours à Nüremberg, « The great opportunity for social democrats to lead », 20 novembre 2001.

Pour en savoir plus

Société civile

Centre for Civil Society and Centre for the Study of Global Governance, [Global Civil Society 2001](#), London School of Economics, Oxford University Press, Oxford, 2001

Poulligny, Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une "internationale civique" », *Critique internationale*, n° 13, octobre 2001

Poulligny, Béatrice, « [L'émergence d'une "société civile internationale" ? Processus, acteurs, enjeux](#) » (pdf), CERI, mai 2001

Contestation

Aguiton, Christophe, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001

Bello, Walden, « [From Melbourne to Prague : the Struggle for a Deglobalized World](#) », texte élaboré à l'occasion des manifestations de Melbourne contre le Forum économique mondial, septembre 2000

Burtless, Gary, Robert Z. Lawrence, Robert E. Litan & Robert J. Shapiro, *Globaphobia: Confronting Fears about Open Trade*, Brookings Institution Press, Progressive Policy Institute & Twentieth Century Fund, New York, Washington, 1998

Caramel, Laurence, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, n° 13, octobre 2001

Desai, Meghnad et Yahia Said, « [The New Anti-Capitalist Movement: Money and Global Civil Society](#) » (pdf), *Global Civil Society 2001*, Centre for Civil Society and Centre for the Study of Global Governance (London School of Economics), Oxford University Press, Oxford, 2001

Fougier, Eddy, « Le mouvement de contestation de la mondialisation », *Annuaire français des relations internationales*, à paraître, 2002

Fougier, Eddy, « Contestation, mondialisation et inégalités », *Les Cahiers français*, à paraître, 2002

Fougier, Eddy, « Mondialisation : radiographie de la contestation », *Sociétal*, n° 34, 4^e trimestre 2001

Fougier, Eddy, « Perceptions de la mondialisation aux États-Unis et en France », *Politique étrangère*, 3/01, septembre 2001

George, Susan, « [What Now?](#) » (pdf), *Debt & Development* (ATTAC), mai 2001

Goldsmith, Edward et Jerry Mander (dir.), *Le Procès de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2001

Klein, Naomi, *No Logo. La tyrannie des marques*, Arles, Actes Sud, 2001

Massiah, Gustave, « [Globalization versus the Citizen's Movement](#) » (pdf), *Debt & Development* (ATTAC), mai 2001

Passet, René, *Éloge du mondialisme par un « anti » présumé*, Paris, Fayard, 2001

Pianta, Mario, « [Parallel Summits of Global Civil Society](#) » (pdf), *Global Civil Society 2001*, Centre for Civil Society and Centre for the Study of Global Governance (London School of Economics), Oxford University Press, Oxford, 2001

Les principaux groupes contestataires

Réseaux mondiaux

Action mondiale des peuples contre le libre-échange et l'Organisation mondiale du commerce - www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/

Réseau proche du mouvement zapatiste créé en 1998, l'AMP est à l'origine de nombreuses manifestations d'opposition à la mondialisation, notamment dans les pays du Sud.

Forum social mondial - www.forumsocialmundial.org.br/

Forum mis en place à Porto Alegre en janvier 2001 qui s'est transformé en un « *processus permanent* », notamment à travers la formation d'un Conseil international qui s'est réuni pour la première fois en juin. Le comité d'organisation du FSM est composé des principaux groupes contestataires brésiliens et d'ATTAC.

International Forum on Globalization - www.ifg.org/

L'IFG, créé en 1994, est un regroupement d'intellectuels représentant 60 organisations contestataires de 25 pays dont Third World Network, Research Foundation for Science, Technology & Ecology, Global Trade Watch, Focus on the Global South ou l'Observatoire de la mondialisation. Son siège est à San Francisco. L'IFG est un *think tank* dont les principales idées ont été regroupées dans un ouvrage publié en France en 2001, *Le Procès de la mondialisation* (Fayard) sous la direction d'Edward Goldsmith et de Jerry Mander, dirigeants du Forum.

Action for Solidarity, Equality, Environment and Development (A SEED) -

www.aseed.net/index.htm

Forum social de Gênes - www.genoa-g8.org/

Mobilization for Global Justice - www.a16.org/

Mouvement international ATTAC - www.attac.org/

Our World Is Not For Sale - www.ourworldisnotforsale.org/

Réseaux régionaux

Alliance for Responsible Trade (ART, Amériques) - www.art-us.org/

Alliance sociale continentale (Amériques) - www.asc-hsa.org/

Arab NGO Network for Development

Convergence of Movements of Peoples of the Americas (COMPA) -

www.econjustice.net/GANAS/index2.htm

Syndicats - Organisations de consommateurs

AFL-CIO (États-Unis) - www.aflcio.org/home.htm

Central Unica dos Trabalhadores (CUT, Brésil) - www.cut.org.br/

Confédération internationale des syndicats libres (CSIL) - www.icftu.org/

Global Unions - www.global-unions.org/

Korean Confederation of Trade Unions (KCTU, Corée du Sud) - www.kctu.org/

Public Citizen (États-Unis) - www.citizen.org/

Sud-PTT (France) - www.sudptt.fr/

Mouvements sociaux

AC ! Agir ensemble contre le chômage (France) - www.ac.eu.org/

Droits devant ! (France)

Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions - www.euromarches.org/

Marche mondiale des femmes

Tute Bianche (Italie) - www.tutebianche.org/

Mouvements paysans

Via Campesina - <http://ns.rds.org.hn/via/>

Coordination de mouvements paysans de petits producteurs mise en place en 1993 et basée au Honduras. Le Mouvement des sans terre (Brésil) et la Confédération paysanne (France) en sont membres. Elle défend notamment la situation des petits producteurs, la réforme agraire, la souveraineté alimentaire ou une production agricole durable. Les mouvements paysans ont été très présents lors du Forum social de Porto Alegre en janvier 2001.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC, Philippines) -

www.philonline.com.ph/~angoc/

Assemblée des pauvres (Thaïlande)

Confédération paysanne (France) - www.confederationpaysanne.fr

Mouvement des sans terre (Brésil) - www.mst.org.br/

People's Food Sovereignty - www.peoplesfoodsovereignty.org/

Rural Coalition (États-Unis) - <http://www.ruralco.org/>

Mondialisation

ATTAC - www.attac.org/

L'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, créée en juin 1998 à l'instigation de la direction du *Monde diplomatique*, regroupe aujourd'hui environ 30 000 membres. ATTAC regroupe les principales mouvances associatives, syndicales et politiques de la gauche radicale française. Elle a essaimé dans une vingtaine de pays à travers le Mouvement international ATTAC et a des ramifications au sein des institutions représentatives traditionnelles (Coordination ATTAC à l'Assemblée nationale ou au Sénat). Définie comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, ATTAC a d'abord défendu l'instauration de la taxe Tobin avant d'élargir sa critique de la mondialisation « libérale » et de privilégier d'autres moyens d'action tel l'entreprise de boycott contre les produits du groupe Danone en 2001.

Global Trade Watch (États-Unis) - www.tradewatch.org/

Global Trade Watch, créée en 1993, est une branche de l'organisation de défense des consommateurs Public Citizen fondée en 1972 par Ralph Nader. Son siège est à Washington, DC. Global Trade Watch est la seule organisation américaine uniquement spécialisée sur la mondialisation, en particulier sur le commerce et l'OMC. Son objectif est de développer des analyses sur ce thème, d'influencer les médias et les décideurs, d'éduquer l'opinion et de constituer un réseau avec des syndicats de salariés ou de paysans, des groupes religieux ou de défense de l'environnement. GTW est dirigée par Lori Wallach. GTW a été très impliquée dans la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et a été à l'origine des manifestations lors de la conférence ministérielle de Seattle en novembre-décembre 1999.

Global Exchange (États-Unis) - www.globalexchange.org/

Institutions multilatérales

Bank Information Center (États-Unis) - www.bicusa.org/index.htm

Bretton Woods Project (Royaume-Uni) - www.brettonwoodsproject.org/index.html

CEE Bankwatch Network (Rép. tchèque) - www.bankwatch.org/index.html

Coordination pour un contrôle citoyen de l'OMC (France)

Fifty Years is Enough (États-Unis) - www.50years.org/

WTO Watch (États-Unis) - www.wtowatch.org

Sud

Third World Network (Malaisie) - www.twinside.org.sg/

Réseau d'associations basé en Malaisie, le Third World Network est en fait un *think tank* spécialisé sur les questions du développement et des relations Nord-Sud. Il est dirigé par Martin Khor et participe notamment à la Commission ONG de la Banque mondiale.

Alternative Information & Development Centre (Afrique du Sud) - <http://aidc.org.za/>

Focus on the Global South (Thaïlande) - www.focusweb.org/

International NGO Forum on Indonesian Development (INFID, Indonésie) - www.infid.or.id/

Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio (Mexique) - www.rmalc.org.mx

Research Foundation for Science, Technology & Ecology (Inde) - www.vshiva.net

Dettes

Campagne Jubilé 2000/Drop the Debt (Royaume-Uni) - www.dropthedebt.org/

Campagne internationale en faveur de l'annulation sans conditions de la dette des pays du Sud les moins avancés pour l'année 2000 lancée au Royaume-Uni en 1996 avec le soutien des principales ONG de développement britanniques et de groupes religieux. En mai 1998, une chaîne humaine a réuni 70 000 personnes lors du sommet du G8 à Birmingham. La campagne Jubilé 2000 a abouti à la signature d'une pétition pour l'annulation de la dette par 24 millions de personnes dans le monde. En 2001, le groupe Drop the Debt, basé à Londres, a été formé pour succéder à la coalition Jubilé 2000.

Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (Belgique) - <http://users.skynet.be/cadtm/>
Jubilé Sud (Philippines) - www.jubileesouth.net

Entreprises - Sweatshops

United Students Against Sweatshops (États-Unis) - www.usasnet.org/

Mouvement étudiant international anti-sweatshops créé en 1998 et basé à Washington, DC. Il lutte contre les pratiques de firmes multinationales dont les filiales dans les pays du Sud ne respectent pas les droits des salariés et vise à l'adoption par celles-ci de codes de conduite et de systèmes de surveillance.

Clean Clothes Campaign (Pays-Bas) - www.cleanclothes.org

Collectif « De l'éthique sur l'étiquette » (France) - www.crc-conso.com/etic/

Corporate Europe Observatory (Pays-Bas) - www.xs4all.nl/~ceo/

Corporate Watch (Royaume-Uni) - www.corporatewatch.org.uk/

Global Alliance (États-Unis) - www.theglobalalliance.com

Observatoire des transnationales (France) - www.transnationale.org/

Sweatshop Watch (États-Unis) - www.sweatshopwatch.org/

Droits de l'homme

Amnesty international - www.amnesty.org/

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) - www.fidh.org/

Human Rights Watch - www.hrw.org/

People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD, Corée du Sud) - www.pspd.org/

Tribunal permanent des peuples - www.grisnet.it/filb/tribu%20fre.html

Environnement

Les Amis de la Terre - www.foei.org/

OING créée en 1971 et dont le siège est à Amsterdam, elle est la plus importante fédération écologiste du monde rassemblant des groupes de 68 pays. L'ONG milite en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable. Ses campagnes actuelles concernent également les OGM, les institutions financières internationales ou les firmes multinationales. Les Amis de la Terre publient notamment un [Guide des citoyens dans le domaine du commerce, de l'environnement et de la durabilité](#).

Greenpeace - www.greenpeace.org

Sierra Club (États-Unis) - www.sierraclub.org/

Nord-Sud - Lutte contre la pauvreté

Christian Aid (Royaume-Uni) - www.christian-aid.org.uk/

Organisation créée par les Églises du Royaume-Uni et d'Irlande en 1945, Christian Aid est une organisation de lutte contre la pauvreté et l'injustice dans le monde. À l'initiative de la campagne Jubilé 2000, Christian Aid milite en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres, du commerce équitable et de la réforme du système commercial international.

Oxfam (Royaume-Uni) - www.oxfam.org.uk/

Oxfam est une ONG britannique de lutte contre la pauvreté dans le monde et d'aide au développement créée en 1942 et basée à Oxford. Oxfam a privilégié le commerce équitable dès les années 1970-1980 à travers la vente de produits fabriqués dans les pays du Sud au sein de son réseau de magasins ou par correspondance. Oxfam s'est distinguée récemment par sa campagne en faveur de la réduction du coût des médicaments dans les pays du Sud (« *Cut the Cost* ») ou de la mise en place d'un code de conduite pour l'industrie du vêtement (« *Clothes Code Campaign* »). L'ONG s'intéresse également de plus en plus au thème de la mondialisation ([Globalisation](#), Policy Paper 5/00).

Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD) - www.cafod.org.uk/

Comité catholique contre la faim et pour le développement (France) - www.ccfcd.asso.fr/

Halifax Initiative (Canada) - www.halifaxinitiative.org/

Misereor (Allemagne) - www.misereor.de

Solagral (France) - www.solagral.org/index.htm

World Development Movement (Royaume-Uni) - www.wdm.org.uk/

World Economy, Ecology & Development (WEED, Allemagne) - www.weedbonn.org/welcengl.htm

Radicaux

Direct Action Network (États-Unis) - www.directactionnetwork.org/

Réseau de groupes activistes nord-américains formé en prévision des manifestations de Seattle (N30 Seattle), les membres du DAN font la promotion de l'action directe et de la désobéissance civile en vue de « *réaliser des changements visionnaires radicaux* ». Rejetant explicitement le capitalisme, ils ont été à l'origine des nombreuses dégradations de biens lors du sommet de l'OMC.

Reclaim the Streets (Royaume-Uni) - www.reclaimthestreets.net/

Groupe fondé en 1995 par des écologistes radicaux dissidents d'ONG environnementalistes (Greenpeace et des Amis de la Terre). Reclaim the Streets s'est distingué par l'organisation de manifestations spectaculaires, notamment l'opération « *Stop the City* » en juin 1999, au cours de laquelle 10 000 personnes ont envahi la City à Londres, ou en participant aux principaux contre-sommets depuis Seattle.

AARRG ! (France) - www.aarrg.org/

Armée zapatiste de libération nationale (EZLN, Mexique) - www.ezln.org/

Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP) - www.farc-ep.org/

Globalise Resistance (Royaume-Uni) - www.resist.org.uk/

Mouvement de résistance globale (Espagne) - www.pangea.org/mrg/

Ya Basta ! (Italie)

Camps d'entraînement d'activistes

The Ruckus Society (États-Unis) - www.ruckus.org

La Ruckus Society est une organisation basée à Oakland en Californie qui fournit, depuis 1995, une formation à la fois intellectuelle et physique à l'action directe non violente et à la désobéissance civile. Elle s'adresse aux activistes des groupes de défense de l'environnement et des droits de l'homme.

Training for Change (États-Unis) - www.trainingforchange.org

Organisations politiques

Parti des travailleurs (Brésil) - www.pt.org.br/

Socialist Workers Party (Royaume-Uni) - www.swp.org.uk

Médias

Independent Media Center - www.France.indymedia.org/

L'Independent Media Center a été créé lors des manifestations de Seattle fin 1999 à l'instigation de journalistes de la gauche radicale américaine. Il s'agit d'une agence de presse indépendante composée d'une cinquantaine de sites internet dans le monde diffusant des informations et servant de

support au débat. Le site internet d'Indymedia a été mis en place en France en août 2000.

AlterNet - www.alternet.org/

Inter Press Service (IPS) - www.ips.org/index.htm

Le Monde diplomatique (France) - www.monde-diplomatique.fr/

The Nation (États-Unis) - www.thenation.com/

ZNet! - www.zmag.org/

Think tanks

Center for Economic and Policy Research (CPER, États-Unis) - www.cepr.net/

Center for Economic Policy Analysis (CEPA, États-Unis) - www.newschool.edu/cepa/index.htm

Economic Policy Institute (États-Unis) - www.epinet.org/

Institute for Agriculture & Trade Policy (États-Unis) - www.iatp.org/iatp/

Institute for Policy Studies (États-Unis) - www.ips-dc.org/

Instituto Brasileiro de Analises Sociais e Economicas (IBASE, Brésil) - www.ibase.org.br/

New Economics Foundation (Royaume-Uni) - www.neweconomics.org/

Observatoire de la mondialisation (France) - www.ecoropa.org/Observ.htm

Transational Institute (Pays-Bas) - www.tni.org/

Personnalités

George Monbiot - www.monbiot.com

No Logo/Naomi Klein - www.nologo.org/

Ralph Nader - <http://www.nader.org/>